Retraite

Arrêté n° 147-INT-CGC du 12-12-72 — Les gardiens de circonscription de 1^{re} classe Lifan N'Bikou mle 059 du détachement de Kandé et Lakougnon Bitantourou mle 061 du détachement de Bassari, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite après 20 ans de services effectifs pour compter du 15 mars 1973. Dans la limite de leurs droits, ils pourront prétendre à un congé libérable de trois mois, valable du 15 décembre 1972 au 15 mars 1973 inclus, délai de route compris avec solde de présence, et pourront bénéficier de la gratuité de transport pour eux et leur famille en vue de rejoindre leur foyer.

Les intéressés seront rayés des contrôles du corps des gardiens de circonscription pour compter du 15 mars 1973.

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

Passages automatiques d'échelon

Décision n° 72-MJ du 28-11-72 — Sont constatés, pour compter du 27 septembre 1972, les passages automatiques aux échelons supérieurs de leurs grades, des magistrats ci-après désignés :

Au 2^e échelon du 2^e grade

Adotevi Michel — magistrat du 2^e grade 1^{er} échelon —
A.C. 1 m 14 j.
Segbeaya Louis — magistrat du 2^e grade 1^{er} échelon —
A.C. 1 m 14 j.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

ARRETE N° 409-MFE du 28 novembre 1972 portant organisation et attributions de la division des statistiques douanières, de la comptabilité et du budget.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu la loi n° 66-22 du 23 décembre 1966 portant Code des Douanes;
Vu le décret n° 69-139 du 9 juillet 1969 portant organisation et attributions des douanes, notamment son article 6;
Sur proposition du directeur des douanes,

ARRETE :

TITRE I — ORGANISATION

Article premier — La division des statistiques douanières, de la comptabilité et du budget regroupe deux bureaux ayant chacun à sa tête un chef de bureau.

Art. 2 — Les deux bureaux visés à l'article précédent sont :

— Le bureau B1 = bureau des statistiques

— Le bureau B2 = bureau de la comptabilité et du budget.

Art. 3 — Les chefs de bureau sont nommés par le ministre des finances et de l'économie sur proposition du directeur des douanes.

TITRE II — ATTRIBUTIONS

Art. 4 — Le Bureau des Statistiques

1) Le bureau des statistiques procède journellement au dépouillement statistique des déclarations en douane. A cet effet, tous les bureaux de douane habilités à recevoir des déclarations écrites doivent y faire parvenir les primas de ces déclarations.

2) Le bureau des statistiques fournit au service mécanographique de la direction générale des statistiques, les données nécessaires au traitement mécanographique des divers éléments des déclarations en douane en vue de l'établissement des journaux de recettes pour le service du trésor et de l'élaboration des statistiques du commerce extérieur.

Art. 5 — Le Bureau de la Comptabilité et du Budget —

1) Le bureau de la comptabilité et du budget établit les états décennaires et mensuels des recettes liquidées par l'administration des douanes.

A cet effet, il reçoit tous les jours des bureaux de douane de Lomé les bulletins de versements effectués au trésor, et tous les mois des postes-frontières les états récapitulatifs des recettes accompagnés des quittances de douane et des mandats correspondants. Il les prend en comptabilité après vérification.

2) Les déclarants peuvent retirer auprès de lui les bulletins de liquidation relatifs à leurs déclarations.

3) Le chef du bureau de la comptabilité procède au versement au service du trésor des recettes de la division du contentieux.

Art. 6 — 1) Le chef de la division des statistiques douanières, de la comptabilité et du budget supervise et coordonne les activités des bureaux ci-dessus visés.

2) Il prépare les avis aux importateurs relatifs aux modifications des taux de change officiels applicables en douane, en rapport avec le chef de la division du contentieux. Il informe ce dernier des anomalies constatées sur les déclarations au cours des dépouillements statistiques.

3) Il rectifie ou annule les bulletins de liquidation erronés.

4) Il établit en temps opportun le budget de l'administration des douanes en collaboration avec le chef de la division du personnel et du matériel.

Art. 7 — Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 novembre 1972

J. B. TEVI

Autorisations de paiement

Décision n° 1232-MFE-FO du 28-11-72 — Est autorisé le prélèvement sur le compte hors budget, gestion 1972 n° 115-60 « produits des participations financières de l'Etat » en faveur de la société nationale d'investissement, de la somme de trois cent millions (300.000.000) de francs cfa représentant le capital social de la susdite société.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur du Togo à Lomé en couverture du virement fait par anticipation.

Le directeur des finances, ordonnateur-délégué, le contrôleur financier et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 1234-MFE FO du 28-11-72 — Est autorisé le paiement en faveur des créanciers ci-dessous désignés, de la somme totale de deux cent vingt neuf mille trois cent quatre vingt quinze (229.295) cfa y compris les frais de transports :